

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3513

[2004/202380]

**21 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les modalités relatives au fonds d'aide à la création radiophonique**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, tel que modifié;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 162, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 2 septembre 2003;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel donné le 8 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 mars 2004;

Vu l'avis n° 36.994/4 du Conseil d'Etat donné le 17 mai 2004, en application de l'article 84, 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;

Après délibération du 9 juin 2004,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé une Commission consultative de la création radiophonique, ci-après dénommée la Commission, chargée de soumettre au Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions un avis sur les projets d'émissions de création radiophonique soumis dans le but d'obtenir une intervention du fonds d'aide à la création radiophonique.

**Art. 2.** La Commission est composée de huit membres désignés par le Gouvernement. Leur mandat est d'une durée de 4 ans renouvelable une fois. Le Gouvernement désigne un président et un vice-président au sein de la Commission. Les 8 membres de la Commission sont désignés dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances philosophiques et idéologiques.

Les membres sont choisis parmi les personnes appartenant à une des catégories suivantes :

Les sociétés d'auteurs;

Les associations d'éducation permanente, actives dans le domaine de l'audiovisuel;

Les enseignants en arts de la diffusion et en communication;

Les professions audiovisuelles en général;

les services privés de radiodiffusion sonore.

Chacune des catégories visées ci-dessus compte au moins un membre dans la Commission. En outre, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française est membre de droit avec une voix délibérative. Il peut se faire remplacer.

Le Gouvernement désigne huit suppléants, parmi les mêmes catégories. Les suppléants sont convoqués pour remplacer tout membre dans l'impossibilité de siéger à une réunion de la Commission.

Deux délégués du Gouvernement assistent aux travaux de la Commission avec voix consultative.

Le secrétariat de la Commission est assuré par le service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française.

**Art. 3.** Lorsqu'il s'agit en sa personne la possibilité de voir naître un conflit d'intérêts avec l'objet soumis à la délibération de la Commission, le membre concerné s'abstient des débats et de la délibération. Le non-respect de cette mesure justifie la révocation d'un membre par le Gouvernement.

**Art. 4.** En cas de démission ou de révocation d'un membre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement dans les six mois.

**Art. 5.** La Commission se réunit au moins deux fois par an.

Elle ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 6.** La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et fixe le mode de présentation des projets qui lui sont adressés. Le règlement d'ordre intérieur fixe notamment les principes méthodologiques et les critères généraux d'appréciation des projets d'émissions radiophoniques. Le règlement d'ordre intérieur devra permettre l'insertion de notes de minorités dans les avis de la Commission.

Ce règlement est approuvé par le Gouvernement.

**Art. 7.** Les projets d'émissions de création radiophonique sont adressés à la Commission en quinze exemplaires.

La Commission prend en considération les projets qui sont produits par des services privés de radiodiffusion sonore ou des producteurs auteurs de projets indépendants, résidant ou bénéficiant d'un établissement stable en Communauté française.

Pour l'application du présent article, on entend par "producteur auteur de projet indépendant" : toute personne physique n'étant pas membre du personnel de la RTBF ou d'un réseau autorisé en vertu des articles 103 ou 109 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion lorsqu'elle agit dans le cadre de ses fonctions de membre du personnel de ces institutions, ou toute personne morale juridiquement distincte d'un éditeur de services et non contrôlée directement ou indirectement par la RTBF ou par une radio en réseau tel que cité ci-dessus.

Ces projets doivent mettre en valeur le patrimoine culturel ou artistique de la Communauté française.

La Commission apprécie les projets en tenant compte des différents éléments suivants :

du caractère original;

de la qualité de l'écriture radiophonique dans tous les domaines d'intérêt culturel et notamment l'information, la fiction et la musique ainsi que l'éducation permanente;

du nombre d'éditeurs s'engageant à diffuser le projet, ainsi que du nombre de diffusions et du créneau horaire que ceux-ci proposent.

Le demandeur joint à sa demande un projet de budget de production et un plan de diffusion de l'émission en projet, comprenant l'engagement d'au moins un service privé de radiodiffusion sonore de la Communauté française d'assurer la première diffusion de l'émission.

**Art. 8.** Après avis de la Commission, le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions désigne les projets d'émissions de création radiophonique à soutenir et fixe les montants attribués à chacun d'eux. Le montant total des aides octroyées à un même auteur de projet et/ou service privé ne peut excéder 100.000 euros sur une période de trois ans.

La décision du Ministre est prise sur la base des éléments d'appréciation visés à l'article 7. Les projets soutenus doivent être diffusés dans les six mois qui suivent le processus de mise en liquidation des fonds.

**Art. 9.** Les modalités de paiement des aides octroyées aux projets d'émissions de création radiophonique sont les suivantes :

une première tranche représentant 75 % de l'aide est liquidée dans un délai de 4 semaines qui suit l'engagement comptable;

le solde est liquidé sur présentation des comptes de production et du produit fini pour les émissions.

**Art. 10.** La Commission produit annuellement un rapport d'activités qui présente une synthèse des avis rendus et des projets qui ont été soutenus. Ce rapport est remis au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française. Ce rapport est disponible au public.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991 fixant les modalités relatives au Fonds d'aide à la création radiophonique, modifié par l'arrêté du 5 février 1999 est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3513

[2004/202380]

**21 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor het Hulpfonds voor creatie op radio**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 162, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 september 2003;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, gegeven op 8 oktober 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 maart 2004;

Gelet op het advies nr. 36.994/4 van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kunsten, Letteren en van de Audiovisuele Sector;

Na beraadslaging van 9 juni 2004,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een Adviescommissie voor creatie op radio opgericht, hierna "de Commissie" genoemd, die tot doel heeft de Minister van de Audiovisuele sector een advies over de projecten van de uitzendingen voor creatie op radio uit te brengen met het oog op een tegemoetkoming van het Steunfonds voor creatie op radio.

**Art. 2.** De Commissie is samengesteld uit acht leden die door de Regering worden aangesteld. Hun mandaat duurt 4 jaar en is één keer hernieuwbaar. De Regering stelt een voorzitter en een ondervoorzitter binnen de Commissie aan. De 8 leden van de commissie worden aangesteld met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

De leden worden gekozen onder de personen die behoren tot de volgende categorieën :

de auteursvennootschappen;

de verenigingen voor permanente opvoeding, actief op het gebied van de audiovisuele sector;  
de leerkrachten in verspreidingskunsten en communicatiekunsten;  
de audiovisuele beroepen in het algemeen;  
de private klankradio-omroepdiensten.

Elke bovenvermelde categorie telt ten minste een lid in de commissie. Bovendien is de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap van rechtswege stemgerechtigd. Hij kan zich laten vervangen.

De Regering stelt acht plaatsvervangers aan onder dezelfde categorieën. De plaatsvervangers worden opgeroepen om elk lid te vervangen dat niet kan zetelen in een vergadering van de commissie. Twee afgevaardigden van de Regering wonen de werkzaamheden van de Commissie bij met raadgevende stem.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** Wanneer een lid weet dat er omtrent zichzelf een mogelijkheid bestaat om een belangenconflict te zien ontstaan in verband met het onderwerp voorgelegd aan de beraadslaging van de Commissie dan onthoudt het zich ervan aan de debatten en de beraadslaging deel te nemen. De niet-naleving van deze maatregel rechtvaardigt de afzetting van een lid door de Regering.

**Art. 4.** In geval van ontslagneming of afzetting van een lid vervangt de Regering het binnen de zes maanden.

**Art. 5.** De commissie vergadert ten minste twee keer per jaar.

Ze beraadslaat en beslist geldig slechts als ten minste de helft van haar leden aanwezig is. De beraadslagingen worden bij meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen wordt de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 6.** De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en bepaalt de voorstellingswijze van de projecten die haar worden gericht. Het huishoudelijk reglement bepaalt inzonderheid de methodologische principes en de algemene beoordelingscriteria van projecten van radio-uitzendingen. Het huishoudelijk reglement zal het mogelijk moeten maken de minderheidsnota's in de adviezen van de commissie in te voegen.

Dat reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

**Art. 7.** De projecten van uitzendingen voor creatie op radio worden in vijftien exemplaren aan de commissie overgebracht.

De commissie houdt rekening met de projecten van de private klankradio-omroepdiensten of de onafhankelijke producenten- auteurs van projecten die verblijven of die vast gevestigd zijn in de Franse Gemeenschap.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder "onafhankelijke producent-auteur van project": elke natuurlijke persoon die geen personeelslid is van de RTBF of van een netwerk erkend krachtens de artikelen 103 of 109 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wanneer ze te werk gaat in het kader van haar ambt van personeelslid van deze instellingen, of elke rechtspersoon die zich juridisch onderscheidt van een dienstuitgever en die niet rechtstreeks of onrechtstreeks wordt gecontroleerd door de RTBF of door een netradio zoals hierboven vermeld.

Deze projecten moeten het cultureel of artistiek patrimonium van de Franse Gemeenschap herwaarderen.

De commissie beoordeelt de projecten rekening houdend met de volgende verschillende elementen :

van het originele karakter;

van de kwaliteit van de radio-schrijftechniek in alle gebieden van cultureel belang en inzonderheid de informatie, de fictie en de muziek alsook de permanente opvoeding;

van het aantal uitgevers die zich ertoe verbinden het project uit te zenden alsook van het aantal uitzendingen en van de zendtijd die deze voorstellen.

De aanvrager voegt aan zijn verzoek een ontwerp van productiebegroting en een uitzendplan van de geplande uitzending, met de verbintenis van ten minste een private klankradio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap om de eerste uitzending van het programma.

**Art. 8.** Na advies van de commissie kiest de Minister van de Audiovisuele sector de projecten van uitzendingen voor creatie op radio uit die gesteund moeten worden en bepaalt de bedragen toegekend aan ieder van hen. Het totaal bedrag van de hulp verleend aan eenzelfde auteur van project en/of private dienst kan niet 100.000 euro over een periode van drie jaar overschrijden.

De beslissing van de Minister wordt genomen op basis van de beoordelingselementen bedoeld in artikel 7. De gesteunde projecten moeten uitgezonden worden binnen de zes maanden volgend op de procedure tot uitbetaling van de subsidies.

**Art. 9.** De betalingswijzen voor de hulp toegekend aan de projecten van uitzendingen voor creatie op radio zijn de volgende :

een eerste gedeelte dat 75 % van de hulp vertegenwoordigt, wordt uitbetaald binnen een termijn van 4 weken volgend op de boekhoudkundige verbintenis

het saldo wordt uitbetaald op voorstelling van de rekeningen van productie en van eindproduct voor de uitzendingen.

**Art. 10.** De commissie stelt elk jaar een activiteitenverslag op dat een samenvatting voorstelt van de uitgebrachte adviezen en van de gesteunde projecten. Dit verslag wordt overgebracht aan de Minister van de Audiovisuele sector alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Dit verslag wordt ter beschikking van het publiek gesteld.

**Art. 11.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991 houdende bepaling van de modaliteiten met betrekking tot het Steunfonds voor creatie op radio, gewijzigd bij het besluit van 5 februari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele sector behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Kunsten, Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3514 (2004 — 3146)

[2004/202601]

**5 MAI 2004.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 12 août 2004, à la page 60242, dans le texte français, à l'article 5, 1<sup>er</sup> alinéa, 2<sup>e</sup> tiret, il faut supprimer « enfants; » in fine.

Au 3<sup>e</sup> tiret du même article, il faut supprimer « en ce compris l'activité de l'enfant, »

Au 3<sup>e</sup> alinéa du même article, il faut remplacer « seront d'une durée de 45 à 50 heures » par « sont d'une durée de 45 à 50 heures ».

A l'article 6, 1<sup>er</sup> tiret, il faut remplacer « à l'article 55 » par « à l'article 5 ».

A l'article 6, 2<sup>e</sup> alinéa, il faut remplacer « seront d'une durée de 65 à 70 heures » par « sont d'une durée de 65 à 70 heures ».

---

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3514 (2004 — 3146)

[C — 2004/202601]

**5 MEI 2004.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 12 augustus 2004, bladzijde 60.242, in de Franse tekst, in artikel 5, eerste lid, tweede streepje, dient « enfants » in fine te worden geschrapt.

Bij het derde streepje van hetzelfde artikel dient « en ce compris l'activité de l'enfant, » te worden geschrapt.

In het derde lid van hetzelfde artikel, dient « seront d'une durée de 45 à 50 heures » te worden vervangen door « sont d'une durée de 45 à 50 heures ».

In artikel 6, eerste streepje, dient « à l'article 55 » te worden vervangen door « à l'article 5 ».

In artikel 6, tweede lid, dient « seront d'une durée de 65 à 70 heures » te worden vervangen door « sont d'une durée de 65 à 70 heures ».

---

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3515 (2004 — 2981)

[2004/202744]

**13 MAI 2004.** — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant le nombre et le ressort des directions régionales et des divisions territoriales. — Erratum

Dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 29 juillet 2004, à la page 57945, au point B, Directions régionales de l'entité "Opérateur public de formation", Direction régionale de Luxembourg, il convient d'ajouter "Arlon".

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3515 (2004 — 2981)

[2004/202744]

**13 MEI 2004.** — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van het aantal regionale directies en territoriale afdelingen en van het ambtsgebied ervan. — Erratum

In de bijlage bij bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 2004, op bl. 57947, dient "Aarlen" te worden toegevoegd in punt B, Regionale directies van de entiteit "Opérateur public de formation" Regionale directie van Luxembourg.